

Les pages qui suivent sont la traduction d'une conférence en allemand de D. Groh, depuis lors professeur à l'Université de Constance, donnée au printemps de 1974 à la V.U.B. et à la R.U.G. Compte tenu de la grande influence de la social-démocratie allemande sur le comportement des leaders du P.O.B., qui se débattaient avec des situations comparables, ce texte peut aider à approfondir la problématique de nos chercheurs dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier.

J.C.

**LA GREVE DE MASSE, ARME POLITIQUE DE LA
SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE EN 1905/1906 :**

**MAIS A QUOI SERT UNE EPEE,
SI ELLE N'A PAS DE POIGNEE ?**

par

Dieter GROH

Professeur à l'Université de Constance

0. POINT DE DEPART

J'ai analysé ailleurs le comportement et l'idéologie de la majorité de la social-démocratie allemande d'avant-guerre et je les ai résumés en deux notions : l'intégration négative et l'attentisme révolutionnaire (1).

Les travailleurs sociaux-démocrates étaient soumis à un processus d'intégration négative. Deux tendances opposées le caractérisaient : d'une part une amélioration croissante des conditions économiques tendant à une égalité de droit et de fait dans le traitement des travailleurs, d'autre part le refus catégorique de leur octroyer dans l'Etat et la société l'égalité politique des droits et en outre le maintien de l'exploitation économique et des mesures répressives. Les éléments d'intégration auxquels j'ai d'abord fait allusion n'ont jamais permis que l'agressivité des travailleurs suscitée

(1) Cf. mon ouvrage : *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des 1. Weltkrieges*, Berlin, 1973, p. 36-63.

par leurs conditions de vie et leur situation dans le processus de production n'aille jusqu'à se faire jour dans des *actions* politiques ou même révolutionnaires. La tactique des dirigeants ouvriers consistant à détourner cette agressivité au profit de l'édification des organisations n'a fait que renforcer l'effet des facteurs d'intégration. C'est ainsi que l'intégration négative a aussi bien contribué à la stabilisation du Reich wilhelminien qu'à son effondrement, au moment où il a été menacé par les périls extérieurs.

A ce processus d'intégration négative correspondaient le modèle de comportements et l'idéologie de l'attentisme révolutionnaire, lesquels se durcissaient de plus en plus de par la confrontation avec la réalité quotidienne. On peut définir l'attentisme révolutionnaire de la manière suivante : un mélange de prudente attente politique, d'espoir d'une révolution visant le renversement de l'ordre établi et de verbalisme révolutionnaire. Karl Kautsky, le grand théoricien de la social-démocratie d'avant-guerre, a caractérisé cette idéologie par une formule devenue classique : la social-démocratie allemande est un parti révolutionnaire, non un parti faisant la révolution. D'un point de vue théorique, on peut décrire l'attentisme révolutionnaire comme suit : il y a fission des éléments subjectif et objectif de la notion de révolution. La médiation que Marx avait réussie étant ainsi abolie au profit de l'élément objectif. D'ailleurs l'exégèse de la pensée de Marx à laquelle se livrèrent Karl Kautsky, August Bebel et d'autres encore, réduisit, - conformément aux dispositions socio-psychologiques de la social-démocratie allemande -, toute la notion de révolution au seul élément objectif. Cela voulait dire que la révolution que l'on espérait et qui devait produire un bouleversement de l'ordre économique, social et politique, devait être le fruit de transformations et d'événements ayant le caractère quasi inéluctable de lois naturelles. En d'autres termes, il s'agissait là d'une version du marxisme reflétant un point de vue d'économiste et que le parti allemand et la Seconde Internationale ne sont d'ailleurs pas les seuls à avoir adoptée. Tout récemment encore, Nicos Poulantzas a parlé, dans une étude sur l'Internationale Communiste et le fascisme, de "catastrophisme économique" (2). Cette attitude est caractérisée par le fait que l'on ne se pose même pas la question de savoir *comment* on en arrive à une situation révolutionnaire, et comment on peut la préparer. C'est pourquoi les organisations social-démocrates se sont contentées d'entretenir l'agitation, d'organiser la classe ouvrière et de défendre ses intérêts au sein du régime existant.

(2) Cf. Nicos POULANTZAS, *Faschismus und Diktatur. Die Kommunistische Internationale und der Faschismus*, München 1973.

Jusqu'à maintenant les historiens bourgeois tout comme les historiens sociaux-démocrates ont dit du processus d'intégration de la classe ouvrière, qu'il était linéaire et allait croissant jusqu'en 1914 (3). Selon eux, les luttes de classes se seraient également atténuées au cours de cette évolution. Je suis d'avis que, contrairement à ce qu'ils avancent, pour la période qui nous occupe, on pourrait plutôt prouver le contraire (4). Car cette intégration négative abritait en son sein deux tendances manifestement opposées, ainsi que je l'ai signalé plus haut : d'un côté, la légalité, et jusqu'au début du siècle du moins, une amélioration constante des conditions économiques, des progrès lents mais croissants du régime parlementaire, et l'implantation renforcée des organisations social-démocrates en tant qu'Etat dans l'Etat et que contre-société; de l'autre, - et c'est le revers de la médaille -, le refus de l'égalité politique des droits, le maintien de l'exploitation économique, et l'arbitraire patronal avec le point de vue du "chez nous, nous sommes les maîtres". Les antagonismes de classes, loin de s'atténuer, s'accrochèrent même dans les premières années du siècle et ceci principalement pour cinq raisons que nous allons préciser :

1. à cause de la stagnation ou de la baisse partielle des salaires réels;
2. à cause des tentatives réitérées du gouvernement et du patronat tendant à faire garantir par la législation les mesures contrecarrant et réprimant l'action des syndicats et des organisations du parti;
3. à cause de la crainte, sans cesse attisée par ces tentatives de l'adversaire, de voir abattre les organisations social-démocrates ou du moins de voir confisquer en partie les libertés si péniblement conquises de se réunir et de s'assembler;
4. à cause de la détérioration des droits électoraux qui apparaissait dans certains Etats du Reich et dans certaines communes;
5. à cause de projets de coup d'Etat visant à abolir le suffrage universel pour le Reichstag, lequel faisait obstacle aux lois d'exception destinées à frapper la social-démocratie.

Mais de quels moyens d'action disposait le mouvement ouvrier dans une telle situation ? Partout les organisations ouvrières étaient

(3) Par ex. : Gerhard A. RITTER, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich*, Berlin, 1959.

(4) On pourra consulter à ce propos les chapitres correspondants de mon ouvrage que publieront en 1976 les éditions Propyläen à Berlin et qui traite de la social-démocratie de 1897/98 à 1909, suite de l'ouvrage cité sous (1). En ce qui concerne l'aggravation des antagonismes de classes avant la première guerre mondiale cf. chap. 5 de l'ouvrage cité sous (1).

menacées par des mesures de répression, les droits électoraux allaient se détériorant ou du moins n'étaient pas améliorés, des groupes ultra-conservateurs préparaient en sous-main des coups d'Etat pour abolir et le suffrage universel et égal pour tous, dont le Reichstag était issu, et le service militaire obligatoire pour tous.

Si l'on examine cette question, il est important de noter que la notion de révolution propagée par le parti permettait d'en déduire la politique attentiste correspondante. Du moins l'idéologie attentiste facilitait-elle le rejet d'alternatives proposant des actions qui allaient au-delà du cadre traditionnel de la social-démocratie allemande. Car cette idéologie paraît de l'aura d'un déterminisme historique ce qui, n'étant que la conséquence de structures et d'événements historiques concrets et de l'action particulière de personnes ou de groupes, était par principe modifiable. Devant la situation intérieure du pays en 1905, seuls l'aile gauche naissante de la social-démocratie et le groupe que je qualifierais de révisionnistes et réformistes extrémistes (5), ont proposé en tant qu'alternative, en prenant leurs distances vis-à-vis de la ligne officielle du parti, un modèle d'action ayant un minimum de chances d'être réalisé dans ces conditions.

0.1. LA GREVE DE MASSE, NOUVEAU MODE D'ACTION

Si la grève politique de la masse exigeait pour sa préparation le recours à l'agitation et une organisation élaborée, elle était en premier lieu action. Et à la différence de toutes les formes d'action traditionnelles admises par le mouvement ouvrier social-démocrate d'alors : campagne électorale, manifestations, conflits sociaux, activité dans des organes représentatifs, elle constituait une action qui menait à l'affrontement direct avec les pouvoirs publics sous une forme ou sous une autre.

Mais dans l'aile gauche du SPD qui se manifestait depuis 1905, personne ne croyait à la possibilité de renverser d'un seul coup par une grève politique de masse l'édifice solide de l'Etat allemand de type prussien. N'oublions pas qu'au sein du parti régnait la vision d'un effondrement soudain, "le grand chambardement" (*der grosse*

(5) On pourra consulter à propos de la discussion portant sur la grève de masse en 1905 le chapitre correspondant de l'ouvrage à paraître, dans lequel seront précisées les notions de "réformistes et révisionnistes extrémistes".

Kladderadatsch) (6), que Karl Kautsky, August Bebel et d'autres avaient propagée et que combattait cependant Rosa Luxemburg, Alexander Parvus-Helphand, Karl Liebknecht, Anton Pannekoek, Clara Zetkin. Seuls les anarcho-syndicalistes faisaient de la grève générale l'arme politique *en soi* et croyaient, grâce à elle, faire tomber d'un seul coup l'Etat.

0.2. LES DEUX FONCTIONS DE LA GREVE DE MASSE

Si l'aile gauche ainsi que quelques révisionnistes et réformistes, dont Eduard Bernstein et Ludwig Frank, ont fait une arme nouvelle du recours à la grève de masse, c'est que celle-ci remplissait à leurs yeux deux fonctions : l'une directe, l'autre indirecte. D'une part, cette nouvelle arme tendait à la fin avouée, d'autre part, elle devait servir hic et nunc à un processus au cours duquel on apprend à enrichir son expérience politique.

La fonction *directe* de la grève de masse consistait donc à faciliter le passage à une société qui, quelle que soit la définition qu'on en donne, pouvait se dire socialiste ou démocratie sociale. Mais, s'il y avait convergence de vues, quant à la fin poursuivie, par contre révisionnistes et réformistes extrémistes d'une part, la gauche d'autre part, n'étaient plus d'accord sur les conceptions stratégiques y conduisant. Pour les révisionnistes et réformistes extrémistes la grève de masse constituait un moyen extra-parlementaire pour imposer des concessions, par exemple de meilleurs droits électoraux dans les divers Etats du Reich, ou pour parer les coups portés aux droits existants, par exemple, au suffrage universel pour les élections au Reichstag ou au droit de coalition. En d'autres termes la grève de masse était instituée afin de contribuer à la prise du pouvoir par la voie parlementaire. A noter que sans participer à la discussion portant sur la grève de masse, les dirigeants du parti adoptaient une position voisine.

C'est justement cette conception de la grève de masse en tant qu'instrument à utiliser dans le cadre d'une stratégie en fin de compte parlementaire, que l'aile gauche rejetait. Pour elle la grève de masse était au centre d'une stratégie révolutionnaire qui apparaissait

(6) En ce qui concerne la naissance de l'idée du "grand chambardement" (*große Kladderadatsch*) dans le cadre de la grande dépression économique des années 1873 à 1895 cf. mon essai : "Wirtschaftskonjunktur und Revolutionsstrategie, *Festschrift für Hans Rosenberg z. 70. Geb.*, édité par H.U. WEHLER, Göttingen, 1974, p. 354-364.

comme la seule valable à l'âge de l'impérialisme triomphant. Cette stratégie de luttes de masse avait été élaborée en vue d'une échéance lointaine, Rosa Luxemburg parla même une fois de plusieurs décennies. Il s'agissait, en déclenchant sans cesse de nouvelles grèves de masse, de miner les bastions de l'ennemi et finalement de les amener à s'effondrer. Il fallait ainsi mettre à profit toutes les occasions qui se présentaient, la moindre étincelle jaillissant dans le domaine politique ou économique et susceptible de mettre le feu aux poudres, ceci pour gagner à la cause du socialisme une proportion croissante de la population. L'effet d'accumulation qui en résultait, conduirait graduellement, croyait-on, au point impossible à fixer à l'avance où cette évolution se muerait soudain en une révolution sociale.

La fonction *indirecte* de la grève politique de masse consistait à apprendre des comportements nouveaux, certaines formes d'action et à intensifier les expériences correspondantes. Celles-ci étaient censées embrasser tout le domaine des connaissances sociales, allant de l'expérience directe à l'expérience indirecte de la perception par les sens (7). Grâce à la grève de masse, même si celle-ci ne dépassait pas le cadre local ou régional, il devait être possible d'apprendre à agir solidairement, d'accélérer la formation civique et politique des individus aussi bien que d'accroître leurs connaissances des faits économiques, sociaux et politiques, et pour nombre d'entre eux, c'était même la seule façon d'y parvenir. Rosa Luxemburg a avancé l'argument suivant dont on ne peut nier l'impact, qu'une action politique dépasse de beaucoup - entre autres par son effet révélateur - quant à la nature de la lutte des classes - toutes les formes d'agitation

(7) Par série d'expériences et apprentissage de comportements de la classe ouvrière il faut entendre notamment les phénomènes spontanés qui se produisent à la base. Ceux-ci partent d'expériences sensorielles directes, qui sont la source d'interactions spontanées qui marquent les comportements de groupes, lesquels débouchent à leur tour sur des attitudes politiques. Ce cycle d'expériences qui se cristallisent en comportements, lesquels suscitent à leur tour des actions, détermine également les modèles de comportements qui font que des théories ou des stratégies sont adoptées ou rejetées. Il faut simultanément partir de l'idée que ce processus n'est pas linéaire mais cyclique. Pour préciser la tendance des méthodes d'enquête, citons :

- l'étude empirique de Michael VESTER, *Die Entstehung des Proletariats als Lernprozeß. Die Entstehung antikapitalistischer Theorie und Praxis in England 1792-1848*, Frankfurt, 1970

- et les ébauches de théories proposées par Oskar NEGt et Alexander KLUGE, *Offentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Offentlichkeit*, Frankfurt, 1972.

Ces deux études n'arrivent pas à préciser suffisamment la portée scientifique de ces théories du comportement et ne peuvent de ce fait porter tous leurs fruits.

et de manifestations traditionnelles. En outre, les partisans de la grève de masse signalaient l'importance que peut revêtir le souvenir de luttes communes, propre à susciter la solidarité, à cimenter des groupes qui se réclament d'une même identité et à faciliter ainsi toute action future.

Ainsi donc, parce qu'elle tenait à la fois de l'arme politique et du processus par lequel on apprend des comportements nouveaux, la grève de masse constituait le moyen permettant d'atteindre trois choses : de tirer progressivement de leur attentisme les travailleurs organisés dans la social-démocratie, de juger des forces dont dispose l'Etat pour riposter à la grève, de tester l'éventualité de mouvements de solidarité parmi les travailleurs n'appartenant pas à la social-démocratie, voire même dans certains milieux de gauche de la bourgeoisie libérale, en d'autres termes, de faire, le cas échéant, des expériences communes avec ces divers groupes.

1. LES REPERCUSSIONS DE LA REVOLUTION RUSSE SUR LA DISCUSSION CONCERNANT LA GREVE DE MASSE

C'est à partir de 1896 qu'on s'est mis à discuter intensément de la grève politique de masse en tant qu'arme défensive et offensive. Mais ce n'est qu'en 1903, alors que cette nouvelle stratégie avait été expérimentée dans d'autres pays, notamment en Belgique, que cette discussion intéressa de plus larges groupes au sein du SPD. Bernstein et quelques autres demandèrent en effet, que la grève de masse soit portée à l'ordre du jour du congrès du parti. Mais les dirigeants du parti réussirent jusqu'en 1905 à l'exclure de la discussion dans les congrès.

Néanmoins, lorsque les premiers communiqués sur les événements révolutionnaires en Russie parvinrent en Allemagne, en janvier 1905, il sembla ne rester plus trace de l'indécision et de la prudence de jadis au sein de la social-démocratie : la révolution russe avait manifestement devancé les révolutionnaires, en l'occurrence les sociaux-démocrates et la pratique révolutionnaire l'avait emporté sur la théorie. L'enthousiasme que suscita la révolution russe mobilisa les énergies du mouvement ouvrier allemand, le portant à des actions qui dépassaient la tactique "légaliste" pratiquée jusqu'alors.

L'impression qu'on vivait une situation pré-révolutionnaire provenait de la convergence de quatre phénomènes :

1. sous l'influence de la révolution russe, la discussion sur la grève de masse fut renforcée et la grève de masse elle-même était dans l'air;

2. les conflits sociaux de l'année 1905 ont dépassé en extension et en intensité tout ce qu'on avait connu jusqu'alors. Il s'agissait essentiellement de la grève des mineurs de la Ruhr qui avait éclaté spontanément à la mi-janvier, mais aussi de débrayages dans l'industrie du bâtiment en Rhénanie et en Westphalie, dans l'industrie métallurgique en Bavière, dans l'industrie du tabac à Dresde, dans l'industrie électrotechnique à Berlin et dans les usines de tissage de Saxe et de Thuringe;
3. les mouvements en faveur de l'amélioration des droits électoraux se multiplièrent. En Saxe et en Prusse, ils portaient sur l'introduction du suffrage universel et égal pour tous, à Hambourg et ailleurs ils combattaient la détérioration des droits électoraux existants;
4. une véritable pénurie de viande s'était produite, les prix étant montés en flèche sous l'influence du régime des subventions agricoles.

Il est certain que les trois premiers phénomènes : la discussion sur la grève de masse, les conflits sociaux, les mouvements pour l'amélioration des droits électoraux, étaient liés les uns aux autres, même si leurs causes étaient hétérogènes, et ils étaient en outre liés indirectement aux événements de Russie. Quant à savoir jusqu'où allait cette interdépendance, c'est un autre problème qu'il faudra examiner de plus près.

Une question capitale se posait : savoir si la révolution russe était un mouvement précurseur des révolutions prolétariennes ou si elle se plaçait à retardement dans le sillage des révolutions bourgeoises de l'Europe occidentale. Cette question capitale pour la stratégie et la tactique future de la social-démocratie, l'aile gauche naissante l'avait tranchée en faveur de la première interprétation. La conséquence déterminante qu'elle en tirait pour son comportement lors du débat sur la grève de masse et des luttes pour l'amélioration des droits électoraux, c'était que le déroulement et les méthodes de la révolution russe - notamment la grève politique de masse en tant qu'arme offensive - pouvaient servir de modèles aux États d'Europe occidentale.

Rosa Luxemburg alla plus loin que tous les autres. Pour elle, les grèves de masse éclatées en Russie, constituaient l'arme *en soi* du prolétariat. Partant du modèle que fournissait la pratique révolutionnaire russe de 1905, elle élaborait une théorie de la spontanéité dans laquelle la question de la conscience de classe et de l'organisation des travailleurs, de pré-révolutionnaire qu'elle était, devint post-révolutionnaire : la révolution, la prise de conscience de

l'appartenance à une classe défavorisée, l'organisation du prolétariat, tout ceci, pourrait-on dire en simplifiant les choses, se fonde en un seul élément. C'est d'ailleurs ce qui explique encore la fascination qu'exercent les théories de Rosa Luxemburg sur des mouvements qui se situent à gauche des partis communistes et qui ne disposent pas d'implantation solide dans les masses.

2. LE DEBAT SUR LA GREVE DE MASSE AU CONGRES SYNDICAL DE COLOGNE ET AU CONGRES DU PARTI A IENA

Mais la direction des syndicats sociaux-démocrates prit - ce qui n'a pas lieu d'étonner - la position diamétralement opposée. Au congrès syndical de Mai 1905, elle présenta une motion qui fut adoptée à une forte majorité et qui voulait manifestement anticiper sur les décisions que pourrait prendre le congrès du parti au mois de septembre suivant. On invoqua en faveur de cette motion le fait que pour asseoir solidement ses organisations, le mouvement ouvrier avait besoin de calme. L'argument central, qui érigeait bel et bien le musellement en loi, était le suivant :

“Le congrès condamne toutes les tentatives visant à imposer une tactique précise en propageant la grève politique de masse; il conseille aux travailleurs organisés de combattre énergiquement de telles manoeuvres.”

Les réactions devant cette résolution furent nettement négatives, tant au sein des organisations du parti que dans de nombreuses sections locales des syndicats. Car un peu partout, les ouvriers sociaux-démocrates souhaitaient passer à l'action; ils voulaient voir enfin l'effet produit par cette force en puissance qu'on disait être la leur - leurs dirigeants ne le leur avaient-ils pas certifié dans d'innombrables discours, au long des quinze dernières années et eux-mêmes n'avaient-ils pas appris à la compter, après chaque élection au Reichstag ?

Pour la grande majorité de leurs membres, les divergences de vues entre Kautsky, Bernstein et Rosa Luxemburg n'étaient que des subtilités. Ce qu'ils lisaient dans les articles, ce qu'ils entendaient dans les discours, c'était la volonté de passer à l'action, la volonté de combattre, autrement qu'à coups de résolutions, la détérioration des droits électoraux telle que Lübeck et Hambourg la préparaient, d'arracher par leur action une amélioration des suffrages censitaires de Saxe ou de Prusse, au lieu de se contenter d'assemblées et de

résolutions. Mais nul ne savait quelle forme concrète cette action devait prendre, pas plus qu'on ne pouvait en prévoir les conséquences éventuelles.

Dans cette situation où l'on était porté par "les vagues enthousiastes du romantisme révolutionnaire" (Bebel), le petit groupe de gauche gravitant autour de Liebknecht, Rosa Luxemburg et Parvus-Helphand était soudain au diapason de la majorité des membres du parti, du moins en ce qui concerne la tendance qui les animait, si ce n'était dans les buts poursuivis. Cette harmonie jamais atteinte depuis dans l'histoire du parti, a contribué, jusqu'au déclenchement de la guerre mondiale, à leurrer la gauche sur l'ampleur de son influence dans le mouvement ouvrier. Car elle ne disposait en fait que d'appuis infimes dans l'organisation et l'écho que pouvaient rencontrer ses publications, dépendait largement de l'état d'esprit au sein du parti et dans les syndicats. En 1905, les articles et les discours de la gauche ont si bien traduit les sentiments de la majorité et le désir qu'ont fait naître les événements de Russie, de passer à l'action au lieu de s'en tenir aux discours, que les dirigeants des syndicats et du parti, tout comme les adversaires du mouvement ouvrier, se sont trouvés pareillement alarmés par la tournure extrême que prenaient les choses.

Voilà pourquoi au congrès social-démocrate de septembre 1905, la question de la grève de masse a fait passer à l'arrière-plan tous les autres sujets. Des conflits sérieux avec les dirigeants des syndicats n'étaient pas à exclure, alors même que, pour préserver l'unité du mouvement ouvrier, Bebel avait fait tout ce qu'il avait pu pour les éviter. La motion présentée au congrès du parti essaya de canaliser dans le sens de ses dirigeants la discussion sur la grève de masse et de reprendre en main la majorité du parti ainsi qu'une part non négligeable des membres des syndicats. Cette résolution rédigée par Bebel insistait sur l'importance du suffrage universel, égalitaire et secret et sur celle de la liberté de coalition pour la classe ouvrière. Ces deux droits devaient être maintenus à tout prix partout où ils existaient déjà, et ailleurs, il était temps de se les faire octroyer. Pour arriver à cette fin, on pouvait avoir recours, "le cas échéant, ... à la cessation massive et volontaire du travail, sur les bases les plus larges." Ce qui était nouveau et témoignait nettement du compromis élaboré entre dirigeants des syndicats et dirigeants du parti, c'était la conclusion qui stipulait que les camarades du parti étaient tenus de suivre les syndicats et les membres des syndicats de suivre le parti.

Ainsi la formule finale de Bebel faisait coïncider la résolution sur la grève de masse avec la conscience révolutionnaire et attentiste de la majorité du parti. Il reprenait une fois de plus "l'ancienne

conception" qui voulait que les révolutions ne soient pas faites, mais éclosent au moment où "on répond par la violence au besoin de la masse qui se fait jour nécessairement au terme d'une évolution de la société et de l'Etat."

La direction du parti pouvait se féliciter des résultats du congrès : le mouvement ouvrier allemand allait, apparemment uni, au devant des grandes crises politiques intérieures et extérieures que Bebel voyait poindre à l'horizon.

3. CRISTALLISATION DES TENDANCES A LA GREVE DE MASSE AU COURS DE L'HIVER 1905/06, SOUS L'EFFET DES MOUVEMENTS POUR L'AMELIORATION DES DROITS ELECTORAUX CENSITAIRES

Cette apparente unité ne fit pas long feu. Les esprits s'étant échauffés dans les organisations social-démocrates de quelques Etats, sous l'influence de l'insurrection d'octobre et des grèves de décembre en Russie, ainsi qu'à l'occasion des luttes menées pour l'amélioration des droits électoraux, il en résulta une interprétation de la résolution d'Iéna concernant la grève de masse, qui allait tout à fait à l'encontre des intentions de la direction du parti : les partisans, aussi bien que les adversaires de la social-démocratie, croyaient un peu partout qu'une grève politique de masse était imminente. En Saxe et en Prusse, on pouvait même s'attendre à ce que les mouvements en faveur de l'amélioration des droits électoraux, portés par la base, débouchent spontanément dans la grève de masse.

En Saxe, en avril 1905 encore, le congrès de la social-démocratie s'était prononcé strictement contre le recours à la grève politique de masse. En novembre et décembre, lorsque la direction saxonne du parti appela à manifester pour reconquérir au Landtag le suffrage universel aboli en 1896, cet appel ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd. Si le praesidium du parti à Berlin et la direction saxonne du parti à Dresde n'avaient pas freiné le mouvement, il est vraisemblable que des grèves politiques de masse se seraient déclenchées spontanément. Le gouvernement saxon, qui jugeait la situation avec réalisme, s'attendait à des troubles et préparait l'intervention de l'armée.

A la mi-novembre et au début de décembre, eurent lieu dans toute la Saxe des meetings de protestation contre le suffrage censitaire et ils se terminèrent le plus souvent par d'amples manifestations de rue. Celles-ci dégénérent parfois en affrontements meurtriers avec la police. Les manifestations de rue avaient suivi spontanément les meetings de protestation, et ceci

contre la volonté expresse des dirigeants qui, pour la première fois, n'avaient plus en main leurs partisans. "*Le journal ouvrier de Saxe*" (*Sächsische Arbeiterzeitung*) donne le compte-rendu suivant sur les manifestations de Dresde :

"Des bataillons d'ouvriers se sont formés, sans commandement, sans chefs, mouvement spontané, issu de la masse. Aucun des orateurs des meetings n'avait invité à manifester, aucun chef, aucun homme de confiance n'avait donné de mot d'ordre. Pourtant, portés par une impulsion puissante, les travailleurs sont descendus dans la rue."

Mais avant même que les manifestations de rue n'aient lieu en Saxe, en Prusse le praesidium du parti était intervenu directement pour freiner le mouvement. Car cette agitation en faveur de la grève de masse et ces signes avant-coureurs semblaient mettre en péril le compromis d'Iéna au même titre que les réactions inverses d'une partie de dirigeants syndicaux. Car ceux-ci, inquiets devant l'échauffement des esprits, qui n'avait cessé de croître depuis la fin octobre, condamnaient de plus en plus nettement la grève politique de masse, et la discussion qu'elle entretenait. La direction du parti essaya de récupérer, pour des formes d'action "classiques" du mouvement ouvrier allemand, cette mobilisation politique des masses, que l'excitation des esprits avait suscitée. C'est pourquoi, à la mi-novembre, elle décida de lancer une "action énergique contre le suffrage censitaire prussien", partant à la reprise de la session au Landtag à la mi-janvier. A cette action devaient contribuer une campagne de presse, la diffusion massive de tracts et des meetings de protestation.

En Saxe aussi, après les affrontements meurtriers entre la police et les manifestants, le praesidium du parti estima nécessaire d'intervenir directement, pour reprendre en main le mouvement en faveur de l'amélioration du droit électoral. Au terme de longues délibérations, il arriva à convaincre la direction saxonne du parti, de l'impossibilité d'avoir recours à la grève de masse. Aussi, lorsque le gouvernement de Dresde déclara reconnaître les vices dont souffrait la loi électorale et s'engagea à prendre, dès que possible, des mesures visant à l'améliorer, la direction saxonne de la social-démocratie saisit-elle l'occasion, pour détourner au profit d'actions dites "classiques", l'excitation explosive qui régnait chez nombre de ses membres : elle lança des meetings pour protester contre le droit électoral existant. La plupart des orateurs abondèrent dans le sens de cette tactique, invitant à laisser au gouvernement le temps de prendre

les mesures nécessaires à une réforme du droit électoral en Saxe. On voulait à tout prix éviter les manifestations de rue, d'autant plus que l'on savait que la police ne les tolérerait pas.

Or, malgré les efforts réalisés par la direction saxonne du parti, et malgré l'interdiction de réunion signifiée par la police, des manifestations eurent lieu. A Dresde, la police combattit à l'arme blanche les manifestants qu'elle était chargée de disperser, et le nombre des blessés graves dépassa tout ce qui avait été enregistré jusqu'alors. Apparemment ce mouvement spontané qui se manifesta ainsi était trop fort pour que les dirigeants sociaux-démocrates fussent à même de le juguler. La presse ennemie des sociaux-démocrates dénonça comme manoeuvre, la tentative faite par la direction de freiner le mouvement en faveur de l'amélioration du droit électoral, et elle engagea le gouvernement saxon à ne pas faire un seul pas dans la voie de la réforme. Le chancelier du Reich fit savoir au premier ministre saxon de ne capituler en aucun cas et d'avoir éventuellement recours à l'armée pour combattre le mouvement, si cela lui paraissait nécessaire.

En Prusse, les événements de Saxe incitèrent le praesidium du parti à Berlin, à modifier le programme qu'il avait adopté pour les manifestations contre le droit électoral prussien. Cette modification décidée à la mi-décembre, répondit d'une part aux voeux de la masse et réduisit d'autre part le risque d'actions spontanées. Car les meetings de protestation furent reportés du mardi 16 janvier au dimanche 21 janvier 1906. De cette manière, en faisant coïncider les manifestations contre le droit électoral prussien avec l'anniversaire de la révolution russe, on faisait l'économie d'une deuxième journée d'action. De plus le choix du dimanche éliminait le risque que ces manifestations ne dégénèrent spontanément en une grève politique de masse.

4. LES MOBILES DE LA DIRECTION DU PARTI — LES FACTEURS DECISIFS

Mais quels étaient les facteurs qui ont amené la direction du parti à ne pas profiter de l'excitation des esprits pour lancer une ou plusieurs grèves politiques de masse, soit en faveur d'une réforme du suffrage censitaire en vigueur dans plusieurs Etats, soit pour combattre les projets tendant à détériorer les droits électoraux existants ? Car on aurait pu s'attendre à ce qu'une telle stratégie ait des chances relatives de réalisation, notamment en Saxe. Là, contrairement à ce qui se passait en Prusse, une grande partie de la bourgeoisie était favorable à une réforme du droit électoral; d'ailleurs, un droit électoral plus démocratique avait existé jusqu'en mars 1896 et depuis l'automne 1904 le gouvernement, lui-même,

avait reconnu à plusieurs reprises la nécessité d'une réforme du système électoral.

La décision prise par le praesidium du parti en décembre 1905 et réaffirmée en février 1906, disant qu'une grève politique de masse "n'était pas encore réalisable dans les circonstances présentes", se fondait sur une série de facteurs dont nous n'examinerons que les deux plus importants.

Il y a en premier lieu un facteur d'ordre *structural* : le modèle de comportements et l'idéologie du mouvement ouvrier allemand. Apparemment son intégration négative dans le système existant était à ce point avancée, que pour agir sur le mouvement ouvrier, partie de ce système, les équipes dirigeantes de la social-démocratie devaient investir autant d'énergie que dans la lutte des classes. Nous en donnerons par la suite un exemple. Notons que, au terme d'un apprentissage de comportements qui avait duré des décennies, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des organisations, l'attentisme dont faisaient preuve la direction et les membres du parti était devenu pour eux une seconde nature.

Le second facteur qui relève davantage de l'ordre *conjoncturel*, consiste en la rivalité existant entre direction du parti et direction syndicale, rivalité qui entrava la plupart des actions. Car sans une collaboration étroite entre organisations politique et syndicale, une grève de masse n'avait aucune chance de réussir.

4.1. LE PARTI ET LES SYNDICATS

En février 1906 on discuta intensément de la collaboration entre direction du parti et direction syndicale. Les discussions de l'époque prouvent que le praesidium du parti parlait très sérieusement lorsqu'il déclara que la grève politique de masse constituait un instrument de combat, auquel on pouvait, le cas échéant, avoir recours. Parallèlement, il apparaissait clairement que le praesidium du parti n'avait pas pris de son plein gré cette décision, mais que la discussion portant sur la grève de masse et l'opinion qui lui était favorable, avaient forcé la main au praesidium. Bebel a même déclaré expressément qu'au cas où une grève de masse éclaterait spontanément, contrairement à la volonté de la direction du parti, celle-ci en prendrait la tête et l'organiserait. Il a en outre ajouté que, si le droit de coalition ou le suffrage universel pour les élections au Reichstag venaient à être abolis, il fallait, à tout coup, lancer une grève de masse, même si ses chances de succès étaient réduites. Les dirigeants syndicaux se rallièrent à la seconde déclaration, quant à la

première, ils promirent à la direction du parti, si elle devait se placer à la tête d'une grève de masse éclatée spontanément, de ne pas *saboter le mouvement*.

Plus que tout autre exemple, cette remarque montre bien à quel point le parti et les syndicats, ou plus exactement leurs directions respectives, s'étaient éloignées l'une de l'autre. D'ailleurs le fait même que les deux organisations de la classe ouvrière ne poursuivaient pas les mêmes objectifs, impliquait nécessairement un divorce entre elles, entre parti et syndicats. Ce divorce fut en outre renforcé du fait que les processus socio-économiques et l'évolution politique exerçaient sur les deux organisations des influences diverses, parfois même opposées.

Qu'il soit permis de formuler ici quelques hypothèses sur la nature des rapports entre parti et syndicats et sur l'influence qu'ils ont pu exercer les uns sur les autres (8). Nous nous référerons, pour ce faire, à deux catégories de données, et des indications respectives; les premières d'ordre quantitatif : effectifs, fonds, succès électoraux, taux de chômage, salaires réels etc..., les secondes d'ordre qualitatif : structure des organisations, structures cognitives etc...

La première des phases à examiner va de 1895 environ à 1900. Pour le SPD, c'était une phase de stagnation totale en ce qui concerne l'évolution des effectifs, les succès électoraux et les activités déployées dans les sections locales; cette situation peu satisfaisante entamait d'ailleurs la confiance du parti en lui-même. Les syndicats, par contre, sous l'influence de la conjoncture économique ascendante depuis le milieu des années 1890, le cycle néo-mercantiliste dit de Kondratieff, étaient en plein épanouissement. De cet essor économique témoignaient la forte baisse du taux de chômage et la hausse marquée des salaires réels. A la fin de cette phase, les syndicats avaient conquis leur égalité de droit avec le parti. Elle leur fut garantie par la reconnaissance de leur neutralité idéologique et la direction du parti y vit même une juste répartition des tâches qu'elle confirma expressément. Autour de 1900, la discussion portant sur la neutralisation des syndicats se déroula sur un pied d'égalité, parti et syndicats représentant des forces sensiblement égales.

La deuxième phase qui suivit jusqu'en 1903 est marquée par une stagnation du mouvement syndical, due à la récession des années 1901/02 que révèle entre autres le taux élevé du chômage. Mais ce fut justement cette récession coïncidant avec l'adoption par le Reichstag, en décembre 1902, de droits de douane sur les produits

(8) J'espère pouvoir vérifier dans l'ouvrage à paraître cité sous (4) les hypothèses formulées dans la partie 4.1 de cette étude.

agricoles, qui permit le beau succès du SPD aux élections de 1903 au Reichstag. Parallèlement on observa une multiplication des sièges remportés par le SPD dans les divers Landtag, dans les communes, ainsi qu'un renforcement quantitatif et qualitatif des organisations du parti. Pendant cette seconde phase le parti put imposer sa politique, pratiquement sans que les syndicats fassent valoir leur influence.

Il n'en fut pas de même dans la troisième phase qui va de la fin de l'année 1903 au début de 1907. Cette fois-ci, ce n'étaient plus les syndicats qui luttaient pour s'émanciper de la tutelle du parti, mais c'était la direction du parti qui devait se défendre des tentatives syndicales d'immixtion dans la politique du parti. A en juger par le taux de chômage et quelques autres données, on peut dire que la situation sur le marché du travail était en général très satisfaisante. Les effectifs, tout comme les cotisations versées aux organisations syndicales, ne faisaient que croître. Par contre, malgré la conjoncture générale satisfaisante, les salaires réels stagnaient ou étaient même en baisse dans certaines branches. On peut expliquer globalement ce phénomène par la pression exercée par le patronat; pour faire face à la lutte des classes, celui-ci avait mis en place des organisations qui connurent en 1904 leur ampleur maximale. La preuve en est, qu'en 1905, la grève des mineurs de la Ruhr se solda par un échec des grévistes et que le nombre des ouvriers licenciés atteignit, dans la même année, son premier chiffre record. Du côté du parti, la situation était tout aussi ambiguë. On pouvait certes constater une progression des effectifs ainsi que de l'implantation des organisations sur le plan local ou central, en échange, dans les élections complémentaires au Reichstag, le parti enregistra, dans des proportions inconnues jusque-là en cours de législature, de mauvais résultats ou des pertes de sièges qui signalaient, par rapport à 1903, une diminution de la base de recrutement. Cette tendance nettement négative fut en partie freinée par la suite, sous l'influence de la révolution russe, de la hausse des prix de la viande et des conflits socio-économiques de 1905.

Aussi lors des négociations de février 1906 entre la direction du parti et celle des syndicats, il faut bien constater que, si la commission générale a fait pression sur le praesidium du parti, les négociations ne s'achevèrent pas pour autant sur une victoire des syndicats. Ce bilan correspond d'ailleurs à l'évolution comparée du parti et des syndicats entre 1903 et 1907, avec ce que cette phase, que nous avons esquissée à grands traits, avait de spécifique. Pas plus que la direction syndicale n'était arrivée à enrayer la discussion portant sur la grève de masse, ou à aligner le praesidium du parti sur

ses objectifs propres, la direction du parti, elle, n'était parvenue à se voir garantir l'appui total de la Commission Générale, au cas où une grève de masse se déclencherait. Vu le rapport des forces en présence, le praesidium du parti pouvait déjà s'estimer heureux d'avoir obtenu que les syndicats s'engagent à ne pas saboter le mouvement dont le parti pourrait prendre la tête. Il ne faut pas oublier non plus que la direction du SPD ne songeait pas à lancer un mot d'ordre de grève de masse, qu'elle était tout au plus prête à se mettre à la tête d'un mouvement qui aurait éclaté spontanément. L'attentisme des dirigeants du parti se voyait donc renforcé par la position des dirigeants syndicaux. Dans quelle mesure ? Seul un examen plus approfondi de la question permettrait d'en juger.

Arrivé à ce point de nos réflexions, il serait bon de signaler comment le phénomène que j'ai appelé approximativement "Massenstreikstimmung" : tendance à la grève de masse, signes avant-coureurs de cette grève, pourrait être étudié de façon plus détaillée. Pour juger de l'intensité de cette tendance, il faudrait choisir des indices et comparer les résultats ainsi obtenus à d'autres données d'ordre social, économique et politique. Il faudrait, par exemple, savoir quelles organisations locales ou régionales étaient les plus favorables à une grève politique de masse et quels facteurs permettraient d'expliquer cette attitude. Au-delà des données quantifiables, il faudrait donc examiner le mouvement et la discussion en faveur de la grève de masse, entre 1905 et 1914, sous l'aspect qualitatif que celle-ci représente, en tant qu'apprentissage de comportements pour les travailleurs organisés dans la social-démocratie.

4.2. L'INTEGRATION NEGATIVE DANS LE SYSTEME EXISTANT

Lorsque Bebel parlait de l'éventualité d'une grève politique de masse, il ne parlait pas de son utilité en tant que processus au cours duquel on apprend à enrichir son expérience politique. Il estimait en effet que le recours à un tel moyen dans l'Allemagne prussienne était synonyme de révolution. A l'opposé des partisans de la stratégie de la grève de masse, qui se recrutaient dans l'aile droite et l'aile gauche du parti, le chef de la social-démocratie allemande, lui, restait, là encore, un tenant du "grand chambardement", de l'effondrement soudain du Reich.

Devant la tournure meurtrière qu'avaient prise les manifestations de Saxe, la direction du parti en conclut que le manque de discipline rendait impossible, pour le moment, la

réalisation d'une grève politique de masse, sous peine de risquer la vie des organisations et de leurs membres. Moins consciente, mais non moins réelle que ces craintes, était l'aversion profondément ancrée vis-à-vis de toute forme d'actions spontanées.

On avait assez souvent et assez clairement répété aux sociaux-démocrates, que le gouvernement était prêt à se saisir de l'occasion fournie par les excès auxquels se laisseraient porter des manifestations spontanées ou par de quelconques troubles, pour frapper les organisations social-démocrates, entravant leur action ou allant même jusqu'à les décapiter. Aussi, dans cette situation particulière de l'hiver 1905/06 observa-t-on pour la première fois une collusion d'intérêts entre le gouvernement et la direction du mouvement ouvrier, collusion objectivement tangible, même si seuls quelques intéressés, pour ne pas dire personne, en étaient conscients (9). Cette collusion d'intérêts peut être considérée comme un indice de l'intégration dans le système existant, malgré le maintien des antagonismes de classes. Elle apparut nettement le 21 janvier 1906, premier anniversaire de la révolution russe et on allait en avoir encore de multiples exemples jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale.

Il apparaissait que, dans de telles situations, la raison d'Etat et la raison du parti se rejoignaient, en partie du moins. Des deux côtés, les dirigeants avaient peur les uns des autres, mais ils étaient simultanément convaincus de leur impuissance à abattre dans de brefs délais leur adversaire respectif. Des deux côtés, il y avait des factions qui poussaient à l'action, que ce soit à la grève pour protester contre la détérioration des droits électoraux ou à l'agitation antimilitariste, que ce soit à la répression violente du mouvement ouvrier et à la législation qui en découlerait pour l'opprimer définitivement. Aussi bien le gouvernement que la direction du mouvement ouvrier avaient intérêt à ce que soient jugulées ces factions extrémistes qui menaçaient, dans un cas, par un coup d'Etat, l'existence du Reich, dans l'autre, par des actions dont on n'avait pas suffisamment supputé les chances de succès, l'existence même des organisations ouvrières.

Les mesures de précaution prises par le gouvernement pour faire face à des actions éventuelles venant du SPD, ont objectivement aidé

(9) A l'opposé de ce qui précède, les observations suivantes ne sont pas des hypothèses. Dans le chapitre sur le "dimanche rouge" (*Roter Sonntag*) du 21 janvier 1906, je leur ai fourni des assises empiriques solides en tant que phénomène révélateur des rapports existant entre l'Etat et le mouvement ouvrier.

la direction du parti à canaliser, dans le cadre de sa politique, les courants extrémistes poussant à l'action et les tendances tout aussi extrémistes sur le plan théorique, dont les objectifs dépassaient de beaucoup le cadre impartii, - et ceci sans que l'existence du mouvement ouvrier en soit pour autant menacée. Car les mesures prises par les autorités étaient d'emblée adaptées, non aux meetings non violents prévus par le praesidium du parti, mais aux "manifestations de rue" des "éléments extrémistes". C'est ainsi que le futur Chancelier du Reich, alors encore Ministre de l'Intérieur de Prusse, Bethmann Hollweg, avait envoyé aux présidents des provinces prusses la circulaire suivante :

"Des manifestations de rue, à en croire les informations confidentielles de source officieuse, ne sont pas prévues par le praesidium du parti; mais il faut en tout cas s'y attendre. Les forces de police doivent, par tous les moyens, empêcher les troupes de manifestants de défiler dans les rues."

Au-delà de cette collusion d'intérêts que l'on ne peut objectivement nier, même si elle ne fut que partielle, on peut aller encore plus loin et supposer que le parti était fort satisfait de savoir le gouvernement du Reich informé aussi tôt que possible de ses intentions. Il se pourrait que ces "informations confidentielles de source officieuse" dont disposait la police politique prussienne, ne fussent autres que des informations choisies, fournies par le SPD. A l'appui de cette thèse, on peut citer le fait que, jamais auparavant ni par la suite, le gouvernement ne fut mieux informé des projets du praesidium du parti qu'en décembre 1905 et janvier 1906. Et à cette époque, le praesidium faisait tout ce qu'il pouvait pour éviter des manifestations de rue. Car de novembre à janvier, en Prusse, en Saxe et à Hambourg, ce n'étaient pas les dirigeants syndicaux qui freinaient le mouvement, mais bel et bien ceux du parti. C'est ainsi que la première grève politique de masse qui eût lieu en Allemagne, celle du 17 janvier 1906 à Hambourg, qui protestait contre la détérioration du droit électoral en vigueur dans cet état, resta sans lendemain, et ceci, jusqu'en 1918.

5. BILAN : NON APPRENDRE A MOBILISER LES FORCES POLITIQUES EN PUISSANCE, MAIS APPRENDRE A CANALISER LA SPONTANEITE DES MASSES

Ainsi, dans les années 1905/06, les tendances à la grève de masse et la discussion la concernant, n'ont pas abouti à apprendre de

comportements nouveaux, face à des situations politiques de crise, ainsi que l'exigeaient au sein du parti des activistes de gauche et de droite. Seules la pratique de nouvelles formes d'action et les expériences concrètes qu'elles auraient impliquées, auraient pu modifier à la longue les comportements traditionnels de l'attentisme politique et finalement s'imposer. Au lieu donc d'encourager un processus au cours duquel on apprend à enrichir son expérience politique en y greffant de nouvelles formes d'expérience qui aurait permis de mobiliser les forces politiques en puissance dans le mouvement ouvrier allemand, le parti s'est employé à canaliser la spontanéité des masses à la base. Cette action fut lourde de conséquences pour les rapports entre membres du parti et dirigeants, et dans l'histoire ultérieure de la social-démocratie, elle revêtit une importance capitale.

Membres et sympathisants du parti se sont en effet habitués peu à peu, à voir leur besoin spontané d'actions politiques freiné par la direction du parti et récupéré au profit des canaux traditionnels de l'organisation et de l'agitation, et, en mettant les choses au mieux, pour la préparation des élections. D'un autre côté la direction du parti s'est familiarisée peu à peu avec l'idée de devoir prendre éventuellement, un beau jour, la tête d'un mouvement politique prêt à passer à l'action, alors même qu'elle n'aurait pas lancé ce mouvement, qu'elle ne l'aurait pas voulu, et que, par conséquent, elle ne pouvait s'identifier ni à ses mobiles ni à ses objectifs. On peut observer en toute netteté comment, depuis la première et large discussion des années 1905/06, discussion qui portait sur la grève de masse envisagée pour conquérir des droits électoraux non censitaires, c'est-à-dire démocratiques en Prusse et en Saxe, cet apprentissage de comportements que l'on peut qualifier de négatif, voire de pathologique s'est poursuivi (10).

Les étapes ultérieures en furent : la lutte pour l'amélioration du suffrage censitaire prussien à trois classes, en 1908 et 1910 (11); les manifestations contre l'impérialisme allemand à l'occasion de la crise du Maroc en 1911; l'agitation permanente de l'été 1913 à l'été 1914,

(10) Le concept d'apprentissage pathologique de comportements (*pathological learning*) est emprunté à l'ouvrage suivant qui relève de la théorie de la communication : Karl W. DEUTSCH, *The Nerves of Government. Models of Political Communication and Control*, deuxième édition, New York, 1966, chap. 10.

(11) En ce qui concerne les mouvements pour la défense ou l'amélioration des droits électoraux, de 1910 à 1914, ainsi que les manifestations à propos de la crise du Maroc cf. *Negative Integration und revolutionärer Attentismus*, chap. 1, 2, 5.

- combattant tantôt encore une fois le suffrage censitaire prussien, tantôt la préparation éventuelle d'un coup d'Etat, tantôt l'aggravation des sanctions prévues par le droit pénal, tantôt la détérioration du droit de coalition, toutes mesures qui visaient directement le mouvement ouvrier. Lors des grèves de janvier 1918 eut lieu finalement la répétition générale de ce qui allait se passer en novembre 1918. La direction du SPD prit la tête du mouvement par pure solidarité avec les travailleurs en grève, mais contre sa volonté et sa conviction profonde. C'est bien un phénomène analogue que l'on peut observer au moment de l'effondrement du Reich en novembre 1918. Un observateur perspicace, l'historien Ernst Troeltsch en parle en ces termes :

“Devant le chaos qui menaçait de tout emporter, les dirigeants de la social-démocratie majoritaire s'emparèrent des rênes, sans perdre de temps, et, - sachant l'effet que cela produirait sur les masses, - adoptèrent la révolution qu'eux n'avaient pas faite et qui, selon eux, n'était qu'un fruit vert cueilli avant terme, pour en faire leur enfant chéri, depuis si longtemps désiré.” (12)

La métaphore dont se sert Ernst Troeltsch décrit la fin de cet apprentissage négatif de comportements qui commença en 1905 et dont nous avons fait le sujet principal de cette conférence.

(12) Ernst TROELTSCH, *Spectator-Briefe*, Berlin, 1924, p. 15. Cette situation a été en partie responsable de la faiblesse constitutionnelle de la République de Weimar.